

Le Monde diplomatique

LE DEVENIR DE L'HUMANITE A COPENHAGUE

Entre sécurité nationale, capitalisme vert et intérêts des consommateurs riches

Riccardo Petrella (*)

Les négociations en cours dans le cadre de la convention des Nations Unies sur le changement climatique, (1) sont entrées dans une phase décisive. Personne ne peut dire comment elles se termineront. On sait, en revanche, que le devenir de l'humanité est au coeur des enjeux qui font de la conférence de Copenhague un événement majeur de notre histoire actuelle. Ce n'est pas vrai qu'une conférence ratée laisse la place à une autre. Il y a des moments où on ne peut pas échouer ou renvoyer les décisions. Par ailleurs, un succès insuffisant ou asymétrique, à savoir un accord qui satisferait principalement les intérêts des plus puissants serait, pour l'humanité, aussi mauvais qu'un non accord.

Les puissants ne veulent pas de règles mondiales

Le premier enjeu concerne, précisément, les groupes sociaux dominants des pays les plus puissants au monde (par richesse, par la démographie, par influence...). Ces pays sont-ils disposés à suivre les recommandations du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) mis en place en 1988 par les Nations Unies (Organisation Météorologique Mondiale et le PNUE) ? (2).

Selon les travaux du GIEC et du groupe présidé par Stern, (3) l'humanité doit impérativement, d'ici à 2100, maintenir en dessous de deux degrés la hausse de la température de l'atmosphère terrestre, si elle veut éviter des catastrophes planétaires. Une hausse, rappelons-le, dont elle est responsable.

Pour ce faire les scientifiques estiment qu'il est indispensable que le monde diminue d'ici 2050 de 60 % les émissions de CO2 par rapport au volume des émissions de 1990 (80 % pour les pays riches et 20 % pour les autres). A moyen terme, 2020, les prescriptions se situent entre 20 et 40% de réduction (toujours par rapport à 1990). Or, le 12 juin dernier, à Bonn, lors d'une réunion préparatoire de la conférence de Copenhague, le Japon a affirmé qu'il ne prévoit pas de diminuer ses émissions au-delà de 8 %. De leur côté, les Etats-Unis de Barak Obama ont déclaré de ne pas envisager une réduction de plus de 4 %. En réalité, leur objectif est encore plus modeste : stabiliser leur émissions d'ici 2020 et puis commencer à les réduire. Quasiment rien. Ils ont aussi affirmé de ne pas vouloir demander à la Chine de prendre des engagements quantifiés précis. Un geste diplomatique qui en dit long sur l'espoir des Etats-Unis de ne pas devoir non plus se soumettre à des obligations chiffrées. A Bonn, des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud ont répété, non sans raison, que, tant que les pays industrialisés n'auront pas souscrit à la fourchette haute des réductions d'émissions préconisées par le GIEC (- 40 % en 2020 par rapport à 1990), ils ne signeront aucun futur traité et refuseront des objectifs de baisses de leurs propres émissions. On comprend pourquoi le sommet bilatéral Chine/Etats-Unis à Beijing fin juillet dernier n'a donné, à part les paroles, aucun résultat concret encourageant. Chacun a sa stratégie autocentrée. Les Européens semblent jouer, pour l'instant, au meilleur élève de la classe. Encore récemment à Are, en Suède, lors d'une réunion du conseil des ministres de l'environnement de l'UE, ils ont confirmé leur intention de réduire leurs émissions de 20% voire de 30% en 2020. Mais...ont-ils ajouté, si les autres pays industrialisés font de même. Puisqu'on sait pertinemment qu'ils ne le feront pas, leur engagement exprime, le mieux qu'on puisse dire, une attitude tactique de négociation.

Du côté des investissements que des pays comme la France, l'Allemagne et le Royaume Uni allouent à l'objectif de la réduction des émissions, force est de constater qu'ils restent infimes par rapport au montant que la réduction comporte. Ne parlons pas de l'Italie...ni de la Pologne. Le cas du Royaume Uni est emblématique des pays européens occidentaux. Nicholas Stern, dans le

rapport cité, a estimé à 11 milliards d'euros l'investissement public à effectuer au Royaume Uni pour la lutte contre le réchauffement. Or, le plan de relance britannique d'environ 150 milliards d'euros n'a dédié à cet objectif que des miettes et le budget 2009-2010 se limite à annoncer une enveloppe de 1,1 milliard à titre de subvention aux mesures d'adaptation au changement climatique.

La conclusion à tirer de ce premier enjeu est double. D'abord, l'évidence que la responsabilité d'un éventuel tournant historique en faveur de l'humanité et de la vie sur la Planète revient principalement aux pays les plus riches. Depuis plus de cent ans, ils sont les plus gros consommateurs et gaspilleurs des ressources de notre Terre. Ils ne semblent pas, pour l'instant, agir de manière cohérente et adéquate par rapport à cette responsabilité. Ensuite, les grandes réticences de la part des dirigeants du monde à accepter des régulations politiques publiques mondiales dans l'intérêt de l'humanité, confirment les ambiguïtés et les mystifications de leurs discours sur la globalisation des problèmes et des perspectives et de leurs actions. . Loin de conduire aux grands changements dont on parle tant, les trois crises mondiales actuelles (la pauvreté de 3 milliards d'êtres humains, la crise économique et financière et la crise environnementale) ne provoquent aucun réel changement du système qui est à l'origine de ces crises. Ainsi, sur le plan de la coopération internationale, on constate une forte régression. S'abritant derrière l'alibi des nombreuses difficultés qui empêcheraient de réaliser des accords mondiaux efficaces, chaque pays, les plus puissants en premiers, pense à sa propre sécurité « nationale », économique, environnementale et énergétique. (4) Il croit aussi pouvoir/devoir sortir de la crise dans les meilleures conditions pour lui-même, la co-opération internationale n'étant considérée - et acceptée - que comme un instrument à utiliser au service de sa propre survie.

Le devenir est confié au capitalisme vert

Le deuxième enjeu trouve son origine dans le fait que les groupes sociaux des pays puissants n'ont aucun intérêt à un réel changement au niveau des causes structurelles du désastre climatique. Au contraire, tous les dirigeants semblent désormais convaincus, au Nord comme au Sud, que la solution à la « crise mondiale » passe par la relance de la croissance de l'économie de marché, mais de couleur verte (voiture verte, énergie verte, maison verte...). Nul ne saurait contester l'importance et l'urgence de « mettre au vert » nos économies. Cependant, colorer de vert le système économique sans modifier les principes et les modalités de fonctionnement qui sont à l'origine de la crise a peu de sens (le système financier vient d'être rétabli pratiquement tel quel....pensons aux bonus). Avons-nous vraiment besoin de centaines de millions de voitures et de camions en plus dans vingt ans, même verts ? Dans quelles villes circuleront-ils ? Sur quelles nouvelles autoroutes ? Des millions d'habitations supplémentaires à énergie passive et active, à New York, Paris, Francfort, Osaka, Dubaï, Los Angeles... ne résoudront rien pour les milliards de personnes pauvres, sans eau potable ni services sanitaires, sans habitation décente, sans accès à la santé ni à l'éducation de base. L'agence des Nations Unies ONU-Habitat prévoit 2,4 milliards de personnes habitant des bidonvilles en 2030 par rapport au milliard actuel. (5) Or, en aucun moment, lors des discussions sur les priorités de la lutte contre le changement climatique, ni au G8, ni au G20, ni à la Banque Mondiale, à l'OMC, au FMI, à l'échelle de l'Union Européenne, il n'a été question de la priorité à donner à la transformation radicale des bidonvilles pour promouvoir un habitat humain, digne, pour plus de deux milliards de personnes.

Récemment, le gouvernement danois a jugé opportun d'organiser à Copenhague (du 24 au 26 mai) un World Business Summit dans le but de s'assurer le soutien des entreprises et de la finance au succès de la conférence de décembre. Les participants ont approuvé une déclaration, « The Copenhagen Call », (6) dont les propositions sont toutes centrées sur la priorité à donner aux innovations technologiques, aux mécanismes de marche, et aux instruments financiers favorables au monde de l'entreprise privée (priorité aux facilitations fiscales). Aucune référence n'est faite à des engagements précis de la part des entreprises concernant la réduction de leur consommation d'énergie et de leurs émissions de gaz à effet serre. Le premier ministre danois a publiquement exprimé son soutien à ces propositions et s'est engagé à les transmettre à la Conférence de décembre. Dans ces conditions, il est difficile de penser que des éventuelles propositions contraires aux orientations et aux intérêts du monde des affaires aient quelque chance d'être prises en considération. Le constat est dur : les dominants ont à nouveau imposé les logiques

économiques, notamment financières, à la base de la solution au désastre climatique. Ils ne parlent que de coûts, de prix, de rendements. Leur problème est de savoir comment minimiser leurs coûts en les déchargeant sur les autres et les générations futures. Ils parlent de marché des émissions, de Bourse de carbone, de nouvelles opportunités de profit grâce à l'économie verte, de Dow Jones Sustainability Index, de finance verte. (7) Toujours, à nouveau, la finance, le marché. La conférence de Copenhague va-t-elle devenir la grande messe mondiale célébrant le retour au culte du Dieu Argent ? On peut s'interroger.

L'eau n'est pas à l'agenda des négociations.

Le troisième enjeu n'est pas des moindre importance. L'eau ne figure pas à l'agenda des négociateurs de Copenhague. Pour eux, le problème n°1 mondial est l'énergie. Comment continuer à produire et consommer de l'énergie pour poursuivre sur le chemin de la croissance et du développement sans empiéter sur l'environnement ? Au fond, leur problème est un problème des couches sociales riches. Ce disant, on ne sous-estime point la nécessité et l'urgence du passage de l'économie fondée sur les énergies fossiles à une économie dite « post-pétrole ». Mais la « vampirisation » de l'agenda de la convention sur le changement climatique par l'énergie constitue une évidente mystification des priorités du monde et du devenir de l'humanité. D'après les travaux du GIEC, les conséquences les plus graves du changement climatique concerneront l'eau. (8) L'eau est déjà en crise croissante à travers le monde (en termes de disponibilité et accessibilité, notamment sur le plan qualitatif). A cause de la fonte des glaciers et des calottes polaires, l'eau douce deviendra toujours plus rare. En 2050, 60 % de la population mondiale risquent d'habiter dans des régions à forte pénurie d'eau. La raréfaction de l'eau douce aura des répercussions graves surtout sur la santé, (9) la production agricole et l'alimentation. (10) Toute activité industrielle nécessite d'eau. La pénurie d'eau fera augmenter le coût des produits industriels. Sécheresses et famines se répandront à travers le monde. Les conflits entre pays et, à l'intérieur de ceux-ci, entre les différentes régions et localités, se multiplieront. La propriété et l'usage de l'eau seront destinés, en absence de mutation radicale de tendance, à devenir l'une des principales causes de guerres du XXIe siècle. (11)

Cela, en raison d'un principe fondateur majeur : l'insubstituabilité de l'eau pour toute forme de vie. Ainsi, les conséquences dramatiques de sa raréfaction, en cas de lutte inadéquate contre le changement climatique, rendent dérisoires les problèmes énergétiques. On peut substituer les énergies fossiles. On peut changer l'économie de l'énergie. Vus les besoins de la population mondiale et de la vie sur la planète, négocier l'avenir de l'humanité uniquement à partir de l'énergie sans tenir compte, au même degré d'importance, de l'eau, est une faute historique grave. Loin de nous d'opposer et hiérarchiser, comme le font les dirigeants au pouvoir, l'énergie, l'eau, la biodiversité, l'alimentation....Mais emprisonner la lutte contre le désastre climatique - et, donc, le devenir de l'humanité et de la vie sur la planète - uniquement dans les filets des logiques et des intérêts gouvernant le domaine de l'énergie au service des plus puissants, représente une supercherie scientifique et politique. Libérer le futur de cet emprisonnement constitue le troisième enjeu de Copenhague.

* * *

Comme on le voit, les principaux obstacles sur la voie d'une refondation du monde capable de sauvegarder la vie des êtres humains et le droit à la vie pour tous, sont représentés par une mauvaise conception et application des principes, autrement positifs, de la sécurité et de la souveraineté des peuples, par le retour de la domination des forces capitalistes de marché et du culte de la richesse individuelle, par le réaffirmation de la primauté de la relance de la consommation, toujours énergétivore mais verte.

Dans ces conditions, de plus en plus nombreux sont ceux qui estiment que Copenhague ne produira pas les ruptures indispensables, l'argument principal à court terme étant que, à l'état actuel, on ne peut pas espérer de la part des États-Unis plus que ce pour lequel le président Obama s'est engagé, à savoir peu. Rien à faire ?

(*) Professeur d'écologie humaine à l'Académie d'Architecture de l'Università Svizzera Italiana, Mendrisio (CH) e président de l'Institut Européen de Recherche sur la Politique de l'Eau (IERPE), Bruxelles (B)

NOTES

(1) La CCNUCC (Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique) fut signée en juin 1992 à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro.

(2) Le GIEC constitue le plus grand exercice scientifique de prospective et d'évaluation sur le climat réalisé jusqu'à présent. Il a reçu le Prix Nobel pour la Paix en 2007 conjointement avec Al Gore

(3) Le rapport Stern Stern Review: The Economics of Climate Change, est paru en 2006. L'auteur, Nicholas Stern, était à l'époque économiste en chef de la Banque Mondiale. Son rapport a eu une influence considérable sur l'évaluation des conséquences économiques qui résulteraient des changements climatiques si rien n'était fait immédiatement pour combattre les causes du réchauffement. Le rapport propose que l'humanité consacre 1 % du produit annuel de la planète sur 10 ans à la réduction de la production des gaz à effet de serre et des autres facteurs de réchauffement. Cela représenterait 660 milliards de \$, le PNB mondial étant de 66 mille milliards en 2006 (d'après le CIA The WorldFactbook). Rappelons que les dépenses publicitaires mondiales ont été en 2008 de 494,8 milliards de \$ et que les dépenses militaires, en 2007, se sont élevées à 1.339 milliards de \$. Le 1% pour limiter le réchauffement de l'atmosphère à moins de deux degrés ne représenterait que la moitié des dépenses militaires.

(4) Le principe de « sécurité » (économique, alimentaire, énergétique...) « nationale » est utilisé par les groupes dominants surtout comme un alibi pour mieux défendre leurs propres intérêts corporatistes et mettre les populations de nos pays - notamment les ouvriers, les paysans....- les uns contre les autres. Il en va de même de la «souveraineté nationale ». Elle est mise au premier plan uniquement lorsqu'elle convient aux plus forts.

(5) UN-Habitat, The Challenge of Slums, Global Report on Human Settlements, 2003,

(6) Voir le site gouvernemental du Copenhagen Climate Council

www.copenhagenclimatecouncil.com

(7) J'ai dénoncé cette mystification à l'occasion d'une conférence plénière que j'ai prononcée dans le cadre du 5 congrès mondial de l'éducation à l'environnement (5weec) à Montréal en mai dernier

(8) GIEC, Climate Change and Water, IPCC Secretariat, Geneva, juin 2008, 210 pp.

(9) Sur la santé voir le Global Annual Assessment of Sanitation and Drinking Water (GLAAS) 2008 Pilote Report, WHO, 2008, 58 pp.

(10) Cfr. FAO, Climate change, water and food security, 2008, 17 pp.

(11) Pour approfondir ce sujet voir les travaux du programme PCCP (« from Potential Conflict to Cooperation Potential ») de l'UNESCO ainsi que le Mémoire pour un Protocole mondial sur l'eau, World Political Forum et Institut Européen de Recherche sur la Politique de l'Eau, mai 2009, dans www.ierpe.eu